

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [90] (2002)
Heft: 1464

Artikel: A droite toutes !
Autor: Moreau, Thérèse
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-282394>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A droite toutes !

Haider en Autriche, Bush aux Etats-Unis, Berlusconi en Italie, le Vlaams Block en Flandre, Le Pen et Mégret en France, le parti de Pim Fortuyn aux Pays-Bas, ici Blocher, d'autres encore. La montée de l'extrême droite dans les pays riches semble être un fait acquis. Ce n'est donc pas de la politique fiction que se demander ce que deviendraient les femmes si de telles idéologies venaient à s'imposer. Comprendre pourquoi des femmes, même si elles sont en moindre pourcentage, en viennent à voter pour ces partis paraît une urgence si nous ne voulons pas un jour perdre tous nos droits.

THERÈSE MOREAU



FABIO GALANTE

Le principe fondamental des partis d'extrême droite, c'est la préférence nationale. Nous pourrions croire que cela n'influe en rien sur celles d'entre nous qui sont de la «bonne» nationalité. On pourrait même penser que si étrangères et étrangers parlaient, il y aurait plus de travail pour les autochtones. Certes, il est facile de montrer que les immigré-e-s font, avant tout, les travaux dont nous ne voulons pas et que leur départ aggraverait la crise. Mais cette préférence nationale n'a pas de visée économique. Elle affirme une croyance à la race ; à un sang maintenu pur. Car si on naît Allemand-e, Autrichien-ne, Belge, Français-e, Néerlandais-e, Suisse ou Suissesse, on ne le devient que difficilement. C'est ce que nous répètent inlassablement celles et ceux qui, en Suisse, refusent la nationalité helvétique à des enfants né-e-s ici de parents étrangers.

Le rôle du Père

Il est donc logique dans un tel système que celle qui épouse l'étranger perde sa nationalité. Cela a d'ailleurs été longtemps le cas en Suisse où on hérite encore du lieu d'origine de son époux. La guerre en ex-Yougoslavie a remis à l'honneur - si on peut dire - cette ancienne coutume qui voulait que seul comptât la nationalité du Père pour déterminer sa progéniture. C'est à une même logique qu'obéissent ceux qui violent les «femmes d'ennemis» afin de faire disparaître leur race pour faire triompher la leur. Ici LA Femme devient simple vase procréatif, et certains dirigeants du Front National français peuvent alors épouser qui une Egyptienne, qui une Japonaise, puisque c'est le «sang» du géniteur qui fait foi. Mais dans les faits, les femmes seront celles par qui passent les liens du

sang, la filiation et la transmission de l'héritage. C'est pourquoi «l'affirmation que leur corps leur appartient est tout à fait dérisoire, il appartient à la vie et aussi en partie à la nation.» (Le Pen, 1996). Faites pour mettre au monde des enfants, la partie du corps des femmes qui appartient à l'Etat, c'est l'utérus ou plutôt les capacités reproductives féminines. C'est ainsi que l'on empêchera «l'extinction de notre peuple» (Joris Van Hauthen¹, 1992).

La suppression de l'avortement et sa pénalisation sont dans les programmes de tous ces partis conjointement avec «la mise en place d'une politique d'accueil de la vie et de soutien massif pour les mères en difficulté» (programme Le Pen 2002). Toute similitude avec des initiatives en faveur de la mère et l'enfant ne serait que pure coïncidence... C'est ainsi que nombre d'associations anti-avortement, telle la Ligue pour la vie, se trouve sur le site du Front en tant qu'association «amie» diffusant les idées du mouvement. Aux Etats-Unis, des groupes anti-avortements condamnent «l'holocauste des enfants non né-e-s», désignent les «assassin-e-s» à la vengeance populaire et divine, publient sur Internet des listes de «bourreaux d'enfants non encore né-e-s» dont le nom est rayé quand la personne a été tuée, filment et diffusent sur Internet les femmes qui se rendent dans les centres d'IVG.

Les responsables de cette «dénatalisation et du bien-être des allochtones» ce sont ici les féministes et leurs organisations car «n'est-ce pas le féminisme qui a permis la libéralisation de l'avortement, le nombre croissant de divorces, l'usage des contraceptifs ? Le féminisme mine notre société parce qu'il fait vaciller le fondement de la société, à savoir la famille.» (Filip Dewinter, membre du VB, 1993). Et c'est aussi à cause des féministes que «les filles étudient plus longtemps, les femmes occupent des positions de plus en plus élevées dans la fonction publique et les entreprises. Une évolution qui, bien évidemment, retarde la constitution de la famille et en modifie la dimension²». A force «d'actions positives», de Pacs, d'émancipation des femmes, on en arrive à une «décadence morale et démographique» qui fait oublier au sexe féminin son rôle d'«ange du foyer».

Supprimer le féminisme

Pour remédier au «déclin de la famille». Ces partis vont s'employer à offrir aux femmes la possibilité de ne plus travailler hors du foyer, c'est d'ailleurs ce que font déjà la France et l'Italie en offrant aux mères une allocation importante dès la première naissance. On comprendra que ce n'est pas le manque de crèches qui fait problèmes, pas plus que les horaires scolaires mais «l'oppression» et «l'imposition» d'un travail salarié ainsi que la «prolifération» des machins (Bureau, Ministère, Secrétariat d'Etats) aux droits des femmes. Par voie de conséquence, on fera comme avec la vermine qui prolifère et on supprimera tout ce qui a affaire avec le féminisme. Ce fut donc l'une des premières mesures d'Haider et de son parti que de vouloir couper les vivres aux organismes féministes autrichiens. Ce fut également la position des élus du MNR (Mégret) en Ile de France qui ont voté contre un projet des Pénélopes³ mettant Internet au service d'activités économiques portées par les femmes.

Voici donc le pays libéré des problèmes de chômage et de drogues, puisque l'Etat aura doté la mère de famille d'«un statut juridique de plein exercice», qu'il aura créé «un revenu parental d'éducation équivalent à 1,5 fois le SMIC, versé pendant trois ans pour le premier et second enfant, et jusqu'aux 18 ans révo-

lus du dernier, pour les familles de trois enfants et plus» (Le Pen, 2002). Ainsi sont unies les propositions préconisées par un sociologue en 1980 : «Ce salaire de la mère de famille coûterait incontestablement moins cher à la société que tout à la fois les indemnités de chômage versées aux femmes qui sont demandeuses d'emploi et les réparations coûteuses occasionnées par les désordres des jeunes à l'abandon» (*Le Chômage en France*).

Rendues enfin à leur «vocation naturelle» de mère, d'épouse et de maîtresses de maison, les femmes retrouveraient la place qu'elles n'auraient jamais dû quitter. Les deux sexes réapprendraient à vivre à part, grâce à une école non mixte comme celle promue aujourd'hui par Bush.

Le rêve ?

Préserver le patrimoine culturel et culinaire (à bas les McDo !), baisser les impôts, rendre les rues plus sûres, créer un numéro vert pour les victimes, bénéficier d'une circulation mieux réparée, d'un environnement préservé, favoriser l'aide à domicile⁴, porter les allocations familiales aux deux tiers du coût d'un enfant⁵, n'est-ce pas là le rêve? Certainement pour celles qui n'ont pas de travail, ou qui en ont un épuisant, mal rémunéré, ne correspondant ni à leurs capacités ni à leurs aspirations. Rêve aussi pour celles qui ont peur, qui ne se reconnaissent pas dans un monde où elles sont laissées pour compte. Rêve pour celles pour qui la mise en place de l'égalité ne fait qu'empirer les choses car les tribunaux, les hommes anticipent la réelle égalité.

Pourtant, pour le moment, ce serait avant tout un rêve au masculin. Les femmes voteraient moins extrémistes que les hommes. Un sondage IPSOS (qui avait pronostiqué 12% pour Le Pen aux dernières présidentielles) nous dit que 21% d'hommes et 13% de femmes ont cru en ce rêve. En revanche, en Belgique des chercheuses féministes utilisant de nombreux paramètres estiment que la différence entre femmes et hommes était chez elles de 2%.

Toutes les droites se vantent de l'avancée de leurs idées. Le chef du FN va même jusqu'à parler de la «lepénisation» des esprits. Et il est vrai que leurs idées deviennent populaires, que les autres partis les miment sur bien des points et que l'égalité reste, pour les progressistes et les partis de gauche «un problème» de femmes. Rares sont les hommes dans les assemblées sur les crèches, sur la parité, sur l'IVG, sur l'éducation non sexiste, l'orientation des filles et l'apprentissage, le langage épique, les arts au féminin, la place des femmes dans les médias. Or, osons l'affirmer, Virginia Woolf a mille fois raison quand elle écrit que pour en finir avec le fascisme, car c'est de cela qu'il s'agit, il faut en finir avec le patriarcat et ses reviviscences modernes. ◊

¹ Membre du parti *Vlaams Block* (VB), parti Flamand qui réclame que toutes les mesures en faveur de la famille soient réservées aux «vrais» Belges. Voir à ce sujet *L'Extrême droite contre les femmes*, coordonné par Jo De Leeuw et Hedwige Peemans-Pouillet, Ed. Luc Pire, Bruxelles, 1995.

² Voir *L'Extrême droite contre les femmes*, p. 142.

³ Site français et féministe www.penelopes.org

⁴ Programme de la candidate frontiste Marie-France Stirbois à Nice.

⁵ Programme Le Pen 2002.